

ALLOCUTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE, LE  
GENERAL-MAJOR JUVENAL HABYARIMANA, A L'UNIVERSITE NATIONALE DU  
RWANDA, A L'OCCASION DE LA RENTREE UNIVERSITAIRE, LE 22 NOVEMBRE 1992

=====

Excellences,  
Monsieur le Recteur,  
Mesdames, Messieurs les Professeurs et Chercheurs,  
Chères étudiantes, chers étudiants,  
Mesdames, Messieurs,

C'est chaque fois avec un réel plaisir que je saisis les occasions qui me sont offertes d'intervenir devant l'Université Nationale du Rwanda. En effet, mes interventions au sein de l'Université nationale me permettent, d'une manière que je voudrais digne, honorant la grande tradition intellectuelle et morale de cette institution, qui célébrera d'ici moins d'une année le trentième anniversaire de sa fondation, de proposer, sur des thèmes vitaux, des réflexions qui me guideront dans mon action politique, des réflexions exigeant un effort analytique et synthétique tout particulier, et dont l'examen critique qu'elles auront reçu m'aura permis de clarifier à mon tour mes propres idées.

Ainsi, j'ai pu aborder, en cet endroit même, en 1986, le thème de la jeunesse rwandaise et du développement national; ce fut, en 1988, lors des 25 ans de notre alma mater, les rôles de l'intellectuel dans et pour le développement de son pays et de l'Université dans la société; il y eut bien d'autres thèmes encore.

Chacune de mes interventions à l'U.N.R. m'a apporté un énorme bénéfice moral et intellectuel, car instant privilégié de recueillement et de réflexion, marquant un bref laps de temps d'arrêt dans l'action étourdissante de tous les jours.

Aujourd'hui, pour l'ouverture solennelle de la rentrée universitaire 1992, j'ai souhaité tout simplement être avec vous, vous, les intellectuels rwandais, nos chercheurs, nos élites de demain, c.-à-d., nos étudiantes et nos étudiants, car c'est devant la conscience de la nation, que vous êtes, que j'aimerais approfondir aujourd'hui un thème particulièrement actuel, porteur d'espoir, donc d'avenir, mais aussi de défis et donc de contradictions.

Et quel thème le serait aujourd'hui davantage que la meilleure façon d'assurer le succès du processus de conquête d'une véritable démocratie, par la réussite d'abord de la période de transition, et de la mise sur pied d'institutions démocratiques incontestables et incontestées, parce qu'émanant de la volonté profonde du peuple rwandais!





Excellences,  
Monsieur le Recteur,  
Mesdames, Messieurs les Professeurs et Chercheurs,  
Chères étudiantes et chers étudiants,

Ce que l'on appelle "le politique" est par excellence du domaine de la vie publique; son enjeu, on pourrait le définir comme l'organisation, la meilleure possible, de la coexistence des membres d'une société en veillant à garantir leur épanouissement et leur liberté, sans entraves afin que la liberté des uns n'enfreigne pas celle des autres, afin que chacun puisse s'épanouir, s'émanciper, en vue de la satisfaction de ses besoins matériels, intellectuels, moraux, en fonction de ses capacités et de ses forces intérieures.

Cette recherche d'organisation se fait nécessairement au sein d'une société donnée, produit unique d'évolutions séculaires, façonnée par son environnement et ses valeurs culturelles et autres.

Je l'ai dit, dans mon discours d'acceptation de la distinction académique que l'Université du Québec, en l'honneur de notre pays, a bien voulu me décerner, en début de cette année: notre continent a tout naturellement commencé de lui-même son émancipation politique moderne.

Dans le cas de notre pays, le début de l'émancipation politique du citoyen rwandais a engendré la Révolution sociale de 1959, permettant à la majorité de la société d'être maîtresse de ses destinées politiques.

Nous devons aujourd'hui plus que jamais nous réjouir de la façon dont nous avons su gérer cette émancipation politique; nous avons passé par des phases, des expérimentations nécessaires. Nous avons tenté des formules innovatrices. Nous avons à chaque moment de notre développement politique vécu ce qui peut et doit être considéré comme inévitable dans le cheminement et la maturation démocratiques de tout peuple, et, somme toute, constituer un sujet de fierté dans notre élan unanime en faveur de la paix, de la justice et de la quiétude de tout Rwandais.

Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

Même chez les anciens Grecs, inventeurs et fondateurs théoriques de ce qu'ils appelaient les diverses constitutions, à savoir, la démocratie et l'aristocratie, l'oligarchie et la monarchie, autant de mots grecs ayant encore aujourd'hui leur sens plénier, même chez les Grecs, la naissance de la démocratie se fit par étapes.

L'évolution de notre société, les deux Républiques que le Rwanda indépendant a connues, ont permis, en peu de temps, à notre pays de jouir d'un niveau de développement socio-économique réel, et que j'ai toujours considéré comme un préalable, une conditionnalité indispensable pour de nouveaux progrès sur le plan de la démocratie.



Les systèmes politiques que le Rwanda a vécus avaient évidemment et nécessairement comme vocation première de créer le cadre politique propice à la participation de tout un chacun à la vie nationale, et à la consolidation de l'unité et de la paix nationales, tout en favorisant ainsi l'émergence de différents courants de pensée, ancrés dans la réalité du pays.

Progressivement, les limites de ce qui avait été mis en place, à un moment donné, et avec un succès incontesté, en matière d'organisation politique, aussi parfaitement que cela eût pu répondre aux attentes et aux exigences de l'heure d'alors, apparaissaient avec l'usure du temps. Il fallait impérativement envisager dès lors ce que j'avais proposé à l'époque comme l'une des priorités pour la législature, ayant débuté en janvier 1989, à savoir, un aggiornamento politique.

C'est dans ce sens que je me suis longuement exprimé, le 5 juillet 1990, pour justifier devant le Pays la nécessité de moderniser notre régime politique en fonction des défis nouveaux posés par l'évolution, remarquable, connue par notre société, et dont les performances en matière socio-économique et écologique avaient été considérées comme exceptionnelles.

Le contenu précis qu'il fallait donner à cet aggiornamento ce n'était pas à moi de le définir a priori. Il fallait à tout prix lancer le processus. C'est de la majorité du peuple rwandais, des débats participatifs et menés en toute liberté, dans la paix et une ambiance de compétition amicale, que devait jaillir un consensus sur le contenu à donner à cet aggiornamento politique.

Excellences,  
Monsieur le Recteur,  
Mesdames, Messieurs les Professeurs et Chercheurs,  
Chères étudiantes, chers étudiants,

Aujourd'hui, où en sommes-nous dans la maîtrise de ce processus démocratique?

Il faut le reconnaître: la vitalité démocratique est aujourd'hui chez nous réelle: seize partis politiques, une soixantaine de journaux et autres publications, un gouvernement avec cinq partis et un premier ministre issu d'un parti de l'opposition, une Constitution légitimant le pluripartisme en place depuis un an et demi. Mais avant tout, la liberté d'expression, la consolidation effective du droit de chacun à l'épanouissement et le renforcement des mécanismes assurant au mieux le respect des droits de la personne et de la société.

Il faut se féliciter de l'esprit d'ouverture et de tolérance des diverses composantes de la société rwandaise. Cette transfiguration des valeurs d'hier en vue de forger le Rwandais de demain est patente.



Cette évolution est impressionnante et nous permet d'affirmer, sans l'ombre d'un doute, que l'expérience de la démocratie au Rwanda doit être considérée comme un succès. Ceux qui affirmeraient le contraire risqueraient de se tromper et sur l'enjeu et sur l'importance de l'expérience.

Mais, diraient certains, comment peut-on parler de succès, alors que la situation de notre pays est catastrophique? Il y a la guerre, il y a le désastre économique, il y a une situation de crise dans nombre de domaines - conséquences tragiques, il faut bien le reconnaître, de cette guerre qui nous est imposée depuis octobre 1990.

C'est pour cela, convaincu de ramener la paix dans la région et de retrouver les conditions propices à la reprise du développement socio-économique et politique de notre pays, que le Gouvernement rwandais a tout fait, depuis bientôt deux ans, pour faire cesser cette guerre et en négocier une issue heureuse.

En cela, le Gouvernement rwandais est porté, soutenu et encouragé par un grand élan généreux du peuple rwandais, résultat de la soif, par tous partagée, de bâtir un nouveau Rwanda dépouillé de ses complexes d'infériorité ou de supériorité, un nouveau Rwanda décidément orienté vers l'avenir, celui de la tolérance, celui de la fraternité, celui de la complémentarité - bref un Rwanda, tenu de gagner pour survivre et réussir, malgré et contre tout, le pari de son développement.

C'est dans ce contexte difficile, et à tant d'égards si préjudiciable à sa saine évolution, que le processus démocratique, lancé avant la guerre, a été amené à se concrétiser, à se consolider. Comment aujourd'hui, alors que notre pays est ravagé par tant de misères, le processus démocratique pourra-t-il devenir ce lieu de salut où nos problèmes trouveraient des solutions, afin que notre développement reprenne de plus belle?

Mesdames, Messieurs les Professeurs et Chercheurs,  
Intellectuels de notre pays!

L'enjeu véritable, c'est de faire de la démocratie pluraliste un atout véritable, la carte à jouer pour la solution de nos problèmes, la preuve de notre maturité, le pilier de notre développement futur.

C'est à cela que je me suis engagé personnellement, et à fond - vous en étiez les témoins privilégiés: depuis toujours, convaincu entre tous les partisans du pluralisme des idées, je n'ai cessé d'interpeller toutes les forces vives de notre pays, pendant de longues années, en faveur de l'innovation dans tous les domaines de la vie nationale, y compris celui de la politique.

En effet, la démocratie a besoin d'un contenu. Le politique, pour qu'il puisse fonctionner d'une manière satisfaisante, pour imposer la justice, pour faire respecter l'égalité des droits, pour défendre l'intérêt collectif, le bien commun, a besoin et d'une majorité chargée d'élaborer et d'appliquer la politique réclamée par le plus grand nombre, et d'une opposition critique et constructive.



A cette conclusion, je suis arrivé, il y a quelques années déjà, lorsque je me suis rendu compte qu'il fallait, pour faire accepter des décisions, pouvoir s'appuyer sur des fractions importantes et actives de la société, qu'il fallait, pour que les dénonciations d'abus soient suivies d'effets, pouvoir s'appuyer sur des secteurs critiques de la population, qu'il fallait, pour faire appliquer les sanctions, réaliser l'assainissement postulé, pouvoir disposer de pressions importantes dans la société, qu'il fallait pour convaincre du bien-fondé des stratégies, pour en identifier les meilleures, des débats contradictoires, des engagements hétérogènes, sublimant les écueils de l'uniformité et des particularismes - d'où ma volonté, prouvée et démontrée, de faire évoluer notre régime politique vers quelque chose de nouveau.

Aujourd'hui, où le pluripartisme est une réalité vive, mais qu'aucune échéance électorale n'ait encore joué son rôle essentiel de légitimation populaire - essence de toute idée de démocratie! - la question qu'il faut se poser, dans l'intérêt immédiat et à moyen terme, dans un souci de prospective, est celle de savoir de quelle façon les formes démocratiques de l'organisation sociale pourraient le mieux, et le plus réellement, répondre aux défis majeurs de notre société.

C'est, en quelque sorte, poser la question de la praxis de la démocratie, de la déontologie, du contenu et des promesses de la démocratie pluraliste.

Permettez-moi donc, Mesdames, Messieurs, de soumettre à votre attention quelques réflexions à ce sujet et de formuler trois impératifs, permettant, selon moi, dans l'intérêt national évident, mais aussi et surtout dans celui des formations politiques participant à l'enjeu démocratique, de faire avancer la cause de la démocratie dont notre pays a véritablement besoin, de répondre aux attentes viscérales des Rwandaises et des Rwandais, et, je l'espère, de contribuer à désamorcer des situations qui, si elles continuaient à constituer des blocages et à être marquées par la fuite des responsabilités, risqueraient à terme de nuire à notre pays et à sa démocratie, bref à nous-mêmes et à nos enfants.

Excellences,  
Monsieur le Recteur,  
Mesdames, Messieurs les Professeurs et Chercheurs,  
Chères étudiantes, chers étudiants,

Espoir de bonheur et de liberté, la démocratie est devenue un lieu de salut pour nos sociétés. En Afrique noire, fortement structurée, quelque peu hiérarchisée, avec un système de valeurs qui lui était propre et qui lui permettait de se reproduire, l'idée occidentale de la démocratie pluripartite était, pourrait-on dire, relativement neuve. Son processus, soit inspiré de l'extérieur, ou pressenti et voulu, comme chez nous, en fonction des défis et aspirations perçus, s'inscrivait dans une psychologie collective encore peu préparée aux concepts sous-jacents à la démocratie moderne.



Au lendemain de l'ère des Indépendances nos pays étaient généralement confrontés à un balbutiement politique qui n'avait, par la force des choses, en rien favorisé la perception ou l'apprentissage de l'idée de démocratie, et encore moins ancré dans la conscience des citoyens la culture démocratique qui consacre la pluralité des opinions et donc la tolérance politique réciproque, sans compter le fait que la plupart des théories dominantes en science politique affirmaient à l'époque que pour nos pays en développement la démocratie constituerait plutôt une entrave pour un gouvernement attelé à la poursuite du développement national, favorisant des régimes forts et éclairés comme meilleure forme politique pour la promotion du développement national.

Il n'est donc pas étonnant que les manifestations démocratiques dans nos pays apparaissent, pour l'instant, dans la plupart des cas, et c'est à espérer, pour peu de temps encore, comme des manifestations de protestations, contre ce qui était en place. Rien de plus normal, en quelque sorte.

Chez nous, je m'en félicite, ce stade semble en train d'être dépassé, puisque, je pense, la volonté de moderniser le régime politique a procédé d'une aspiration représentative de la volonté populaire générale. Nous n'avons donc pas connu le cas, fréquent ailleurs, où il fallait commencer par convaincre, voire forcer le régime en place, à s'ouvrir au vent nouveau de la démocratie multipartite.

Notre pays a ainsi pu faire l'économie d'une phase, parfois particulièrement préjudiciable et pénible, dans sa marche inévitable vers la modernisation politique. Cela, il faut bien en convenir, est une preuve éclatante de la maturité politique du peuple rwandais; c'est aussi l'espoir le plus sûr d'un avenir démocratique, bien et rapidement, maîtrisé.

La démocratie, devenue lieu de salut, dans la mesure où la participation à un mouvement générateur d'espairs suscite une nouvelle forme d'engagement personnel, et en fin de compte collectif, en vue de la réalisation d'une idée de bonheur, exigera, nécessairement, je dirais, un contenu conforme à l'identification des aspirations de la société.

Ainsi, pour utiliser une métaphore, une image, on pourrait dire que chaque parti politique parle, en quelque sorte, sa propre langue, dans le sens de sa propre formation culturelle, de son programme, de sa vision des problèmes et dans sa recherche des solutions idoines.

Pour que la démocratie fonctionne dans un sens utile à la société, il faudrait que tous les partis, toutes les formations politiques, aient une langue propre à eux - ce qui reflète le pluralisme des idées et des approches - mais il faudrait, pour qu'il y ait entente possible, et syntonie avec la société au large, qu'elles parlent, comment dire, le même langage.



Ce langage, je pense, c'est celui des enjeux vrais du système démocratique, utilisant un vocabulaire politique par tous compréhensible, afin d'être sûr que chacun l'interprète de la façon qu'il faut, c.-à-d., la recherche du compromis et du consensus sans lesquels le multipartisme deviendrait vite la Tour de Babel, source d'incompréhension, d'intolérances, d'égoïsmes préjudiciables à l'avenir du Pays et de ses habitants.

Heureusement, le Rwanda n'en est pas encore là. Tous les intervenants sur la scène politique sont animés, évidemment, de parlars différents, mais tous néanmoins cherchent un langage commun, qui est celui de la démocratie.

Nous avons tous bien des choses à apprendre en la matière, puisque c'est à partir de l'expérimentation, de l'innovation, de l'invention même que nous réussirons à façonner un paysage politique pluripartite capable d'apporter à notre société les bienfaits qu'elle en attend. Son essence devrait être la tolérance, "ne pas prendre offense", et l'acceptation de ce qui est le fondement de toute démocratie: la souveraineté du verdict du peuple, le suffrage des urnes.

En démocratie, l'identification entre salut privé et salut public n'est pas de mise.

Vouloir y voir le terrain privilégié où se jouerait le salut des individus, risquerait, au pire, de favoriser le fanatisme et l'intolérance, surtout si la participation à un mouvement politique était synonyme d'acceptation d'idéologies soit nostalgiques d'un passé, soit nées d'une perte d'espoir, soit inspirées de peurs irrationnelles, soit encore une fuite en avant, devant les problèmes pouvant parfois paraître insolubles dans la vie de tous les jours, d'idéologies "se nourrissant de vrais problèmes et de faux espoirs" (Henri ATLAN).

Le caractère parfois quasi religieux de l'engagement et de la soumission individuels en faveur d'un dessein collectif, doit, devrait, en démocratie, céder la place à une vision, précisément démocratique, qui atténue les contraintes, réelles ou supposées, ayant pesé, le cas échéant, sur les individus; la démocratie deviendrait alors la norme de référence en soi, et non pas une solution de rechange.

Cette norme de référence nouvelle ne doit pas se limiter au seul domaine politique formel. Elle doit devenir une façon de vivre réelle; elle doit envahir tous les domaines de la vie sociale!

De même, utiliser la démocratie formelle pour la nier dans son essence, dans ses institutions et ses valeurs, serait contraire à la déontologie démocratique. En fait, au-delà même de la perversion que cela représente, c'est sa négation complète. Le monde, comme tout le monde le sait, a connu des régimes de type fasciste, s'étant imposés par la voie des urnes, donc démocratiquement.



Une question importante, Mesdames, Messieurs, est alors celle-ci: la liberté démocratique peut-elle inclure jusqu'au discours le plus anti-démocratique; les arrangements politiques, y compris les négociations avec le F.P.R., pourraient-ils se faire en dehors d'une référence démocratique, en mettant entre parenthèses, en quelque sorte, ce que le peuple est en droit de décider?

Loin de moi de vouloir répondre à de telles questions; reste cependant un constat: l'anarchie évidente qui résulterait de l'acceptation de principes s'excluant mutuellement.

Excellences,  
Monsieur le Recteur,  
Mesdames, Messieurs les Professeurs et Chercheurs,  
Chères étudiantes, chers étudiants,

D'autres questions pressantes, qu'il faut se poser, et que je me pose: si l'idée de la démocratie se restreignait à sa seule expression majoritaire - à condition qu'il y ait possibilité d'un suffrage, essence de toute démocratie tout de même - et qui par là obtiendrait une légitimité absolue - comment concevoir le traitement adéquat, dans la société, d'autres discours que le majoritaire, qui se trouveraient alors dans la quasi impossibilité inhérente ou formelle d'un dialogue ou d'une réception.

Voilà pourquoi j'ai exprimé cette préoccupation, puisqu'à mon sens, pour que la démocratie s'étende et envahisse tous les domaines de la vie publique, il faudrait éviter qu'une infime majorité domine, d'une manière écrasante, une énorme minorité - comme le veut une définition ironique donnée par certains auteurs de la démocratie!

Nous connaissons des expériences, dans des régimes occidentaux parfaitement démocratiques, où pendant de longues périodes, pendant plusieurs générations même, une très faible majorité avait le pouvoir quasi total, avant qu'une alternance politique ne pût y avoir lieu.

Pour les pays africains, et pour le Rwanda en particulier, pour que la démocratie soit acceptée dans son essence même et qu'elle puisse vraiment devenir ce ferment nouveau du développement, ne s'agirait-il pas, au fond, d'aller au-delà de cette manifestation formelle? Ne faudrait-il pas déjà penser à l'occupation sage, et connue d'avance, par l'échiquier politique des espaces démocratiques nouveaux ainsi créés, et d'une manière qui harmoniserait la participation de tout un chacun à l'équilibre politique, afin d'éviter des exclusions préjudiciables à la paix nationale, tout en répondant au verdict des électeurs.



Cette question, je l'ai déjà soulevée, car c'est grâce à la réponse qu'elle suscitera qu'il me semble possible de répondre aux espoirs fondamentaux suscités par le souffle démocratique, et d'enlever la peur ou les appréhensions que pourraient créer, par exemple, des élections multipartites, si celles-ci se tenaient, pour les diverses formations en lice, dans un esprit du "tout ou rien", ou, pire, dans une attitude de "pousse-toi pour que je m'y mette" ou de "j'y suis, j'y reste"? Summum jus, summa injuria, disaient déjà les Romains.

L'occupation raisonnable, et conçue et débattue d'avance, de l'espace démocratique ne permettrait-elle pas aussi de dissiper, ou du moins d'atténuer la méfiance réciproque, si préjudiciable, qui préside actuellement aux débats politiques, cette exclusivité partisane qui a de quoi effrayer?

Evidemment, s'il y a un certain ordre, nécessaire de la démocratie, il est tout aussi vrai que la démocratie, telle que l'on peut se l'imaginer, voudrait qu'il y ait partage et participation concertée, et que personne ne soit réellement exclu, du moment où des fractions importantes de la population se font valoir en sa faveur.

Cette problématique me préoccupe non seulement parce que je vois, parce que nous voyons tous, qu'au-delà de l'acceptation loyale d'un scrutin organisé honnêtement et qui confère alors le plus légitimement du monde, en vertu des valeurs démocratiques fondamentales, pendant un certain temps, la responsabilité de la gestion de l'Etat à une formation politique donnée, sortie victorieuse du scrutin populaire, qu'au-delà de cet exercice essentiel dans toute démocratie, et qui permet de doter une société d'un gouvernement représentant sa majorité, rendant ainsi les pays gouvernables, il faudrait dès maintenant, je crois, prévoir des garanties, en quelque sorte, pour la participation postélectorale concertée, pour que l'idée du pluripartisme, phénomène continu, soit vécue dans tous les espaces démocratiques possibles.

Il est de ma responsabilité, conformément au mandat que le peuple rwandais m'a confié, de mobiliser les forces vives de notre pays en vue de faire de la démocratie une réussite, non seulement sur le plan formel, mais aussi une réussite dans son essence même.

C'est pourquoi je me permets de vous en parler d'une manière directe et simple. Notre démocratie doit réussir. Toutes les idées doivent être explorées; les meilleures doivent être débattues publiquement.

Plutôt que d'imiter un formalisme démocratique, nous devons essayer de dépasser les contingences déjà devenues évidentes ailleurs, et d'innover hardiment. Nous avons une chance inouïe, je crois, de façonner un paysage véritablement démocratique dans son essence, répondant au génie de notre peuple et de ses aspirations nouvelles, et qui dès maintenant annoncerait l'avenir démocratique rwandais d'une manière glorieuse.



Quelle tâche extraordinairement fascinante pour les intellectuels de notre pays que d'imaginer comment dépasser, comment transcender le nouveau paysage politique national en faveur d'une démocratie véritablement collée aux aspirations du peuple rwandais!

La lutte, Mesdames, Messieurs, contre les dérives que l'on peut constater nécessite à son tour de l'intelligence, et des solutions efficaces. Parmi ces dérives, qui peuvent saigner à blanc tout effort démocratique, on peut, à titre d'exemple, en voir deux: ce que les Encyclopédistes avaient déjà appelé "l'ochlocratie", c.-à-d., 'le gouvernement exercé par la foule', et ce que l'on pourrait appeler "la doxocratie", c.à-d., l'opinion formée par les opinions d'autres, les rumeurs, la déformation des événements et la désinformation ou au pire l'intoxication politique.

Nulle démocratie, semble-t-il, ne porterait en soi, comme une évidence qui s'impose, les mécanismes de sa propre sauvegarde. S'il s'agit de donner à la démocratie dans notre pays une véritable chance, alors tous les efforts devront être déployés par tous pour combattre l'utilisation, par des tribuns, de réflexes, de craintes, de doutes, à des fins non démocratiques et pire partisans, comme il faudrait combattre aussi la manipulation des opinions utilisées comme expression populaire contraignante.

Rien ne pourrait davantage miner une démocratie naissante que le recours à ces procédés fallacieux, forcément intimidants et généralement générateurs de réflexes conditionnés, dégénérant en de la violence aveugle.

Il faut donc que le public rwandais en général, et la jeunesse rwandaise en particulier, aient l'occasion de se former une véritable idée à la fois sur les problèmes de notre pays, sur l'enjeu de la démocratie et sur ses promesses que sur le bon usage à en faire, dans l'intérêt de toutes celles et de tous ceux qui y ont érigé leur résidence.

D'où le premier impératif que j'aimerais formuler pour la réussite de notre démocratie.

Il s'adresse à nos intellectuels, aux forces morales vives de notre société. Il faudra que nous voyions clair au sujet de ce que nous voulons faire de notre démocratie.

"Voir clair".

"Voir clair" pour notre démocratie, c'est ce qui devrait mobiliser tout un chacun. C'est aussi la demande que je formulerais à l'intention de nos penseurs et de nos chercheurs, pour qu'ils nous montrent le chemin, en nous permettant de voir clair, toujours plus clair.

Aujourd'hui, les quelques questions que j'ai formulées - il y en aurait bien d'autres encore! - préoccupent les responsables politiques de notre pays, engagés qu'ils sont à faire de la démocratie une réussite. C'est, j'en suis sûr, leur motivation première et essentielle. Elle ne saurait être autrement.



Il leur faut, il nous faut des réponses, des propositions, des suggestions; il nous faut des débats sur le thème de la démocratie, à l'école, à l'université, dans la cité, aux marchés, sur les collines - afin que ce soit la bonne démocratie qui l'emporte, afin que nous adhérons tous à la déontologie nécessaire qui nous interpelle à tout instant à contribuer à son succès.

Et qui pourrait, mieux que nos intellectuels et savants, nous apporter les éléments de réponse dont notre pays a besoin? Qui mieux qu'eux pourraient faire aux politiciens des propositions innovatrices sur la meilleure façon d'aménager les divers espaces démocratiques?

En réalité, avec l'introduction du multipartisme, nous ne nous trouvons point à un point d'arrivée; en réalité, nous venons juste de franchir la ligne de départ. La course doit être gagnée. Tout le peuple rwandais, sur les pas de ceux qui ont fait de la politique leur vie, doit être assuré de son succès.

Il nous faut, à nous tous qui avons emprunté cette voie, de la lumière pour illuminer le chemin qui nous mène vers la démocratie authentique. Il nous faut de la lucidité politique! Pour viser haut: en direction des intérêts du peuple rwandais. Il nous faut le courage, la foi en notre entreprise, le dévouement à la cause des citoyens de ce Pays, et avant tout à celle des plus démunis, l'engagement à sacrifier nos égoïsmes à l'intérêt général, la fermeté dans la recherche du rapprochement, du compromis et du consensus.

C'est cela, et rien d'autre, la culture générée par la démocratie fondée sur le multipartisme, et qui par essence ne peut cotoyer l'exclusion, l'égoïsme, le non respect de l'autre, le sectarisme et le défi à l'amour du prochain.

Excellences,  
Monsieur le Recteur,  
Mesdames, Messieurs les Professeurs et Chercheurs,  
Chères étudiantes, chers étudiants,

Si c'est la démocratie qui doit gagner, un deuxième impératif est de rigueur: c'est l'examen de la loi électorale.

Une loi électorale est une nécessité absolue, pour que des élections - essence de toute démocratie! - puissent être soigneusement préparées, pour que ses règles soient connues et que des stratégies électorales puissent être conçues en conséquence.

L'adoption rapide d'une loi électorale est encore une nécessité, car la raison essentielle de l'insécurité sévissant à plusieurs endroits dans notre pays réside actuellement dans la contestation de certaines autorités locales en place.

Dès que la population aura pu légitimer par son verdict les autorités locales qu'elle se sera choisies, et leur redonner les moyens de leurs fonctions, la sécurité dans nos communes pourra être rapidement rétablie. J'en suis aujourd'hui plus encore convaincu que hier.



Cette sécurité qui est constamment battue en brèche par des actes de violences insensées; parfois le fait de bandits et de criminels, se cachant derrière des manifestations officielles, parfois le résultat d'incitations à la haine et à la violence, officieusement encouragées. On ne peut écarter, dans bien des cas, l'idée selon laquelle la violence est là fort à propos pour donner à toutes sortes de manifestations le piment de la contestation et l'illusion de la déliquescence de l'autorité publique.

Je ne comprends pas pour quelles raisons toutes les enquêtes qui ont été faites sur les violences dans notre pays, au Bugesera, à Kibuye et ailleurs, ne sont pas publiées. La population et l'opinion internationale doivent en connaître les aboutissements. Les coupables doivent être punis. L'on doit savoir qui tire les ficelles de toutes ces violences.

Et même si toutes les enquêtes n'aboutissaient pas, ce qui parfois est tout à fait normal et possible, il faut encore que la population le sache. La responsabilité du Gouvernement est une fois de plus vivement interpellée.

L'organisation d'élections au niveau communal n'est-elle pas le premier pas vers le retour de la sécurité dans notre pays? Peut-on prétendre être démocrates et tout faire pour ne pas examiner le projet de loi électorale? La question est posée.

Le projet de loi disponible, préparé avec l'aide d'experts internationaux, et considéré, par tous les observateurs, comme une excellente entrée en matière, prévoit la mise sur pied d'une structure électorale particulière, et autonome de l'administration et composée des représentants des partis politiques eux-mêmes, ainsi que d'autres personnalités neutres, et cela, avec l'assistance d'observateurs étrangers qui le souhaiteront en toute liberté.

Et que pourrait-on vouloir de plus pour attester de la rigueur et de l'objectivité des futures élections au Rwanda!?

Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

Tous les acteurs politiques doivent à mon sens s'engager fermement et solennellement en faveur de la démocratie authentique.

Faudrait-il avoir peur des élections? Peur de perdre, ou peur de ne pas pouvoir s'imposer? J'ai peine à croire cela. C'est précisément aussi pour réduire cette peur éventuelle que je me suis fait l'avocat, et encore aujourd'hui, tout à l'heure, lorsque j'ai demandé à ce que les espaces démocratiques soient arrangés de telle sorte que la participation de toutes les formations à la construction de notre pays soit assurée d'une manière optimale quelle que soit la ou les formation(s) politique(s) sortant victorieuse(s) du verdict des urnes.



Rien ne compte davantage que le Rwanda jouant gagnant dans ce domaine aussi, et surtout dans ce domaine. Le champ démocratique est ouvert à toute l'imagination possible; nous devons tous pouvoir jouer gagnants!

Mesdames, Messieurs,

Certains gens semblent vouloir me faire un procès d'intention, en affirmant que je ferais tout pour m'accrocher au pouvoir. Je vous demande un peu, comment cela serait possible, du moment où je me bats pour que la démocratie gagne.

Je tiens à vous assurer que sûrement en premier je respecterai le verdict des urnes, quel qu'il soit. Ce qui m'importe, et je ne vous le cache pas, c'est de m'assurer, conformément aux responsabilités que je dois assumer, que tout se déroule comme le veulent les convictions et engagements démocratiques qui sont les nôtres, comme le veut la déontologie en la matière. Au fond, c'est une question de dignité pour notre pays, le Rwanda, cette dignité de notre pays pour laquelle, jour et nuit, sans trêve ni repos, je me suis battu depuis toujours. Personne ne pourra m'enlever cela.

Pour que ce soit la démocratie qui gagne, un troisième impératif me semble s'imposer. Il a trait aux négociations d'ARUSHA.

Excellences,  
Monsieur le Recteur,  
Mesdames, Messieurs les Professeurs et Chercheurs,  
Chères étudiantes, chers étudiants,  
Mesdames, Messieurs,

Depuis que le Rwanda connaît la guerre, celle qui fut baptisée guerre d'octobre, notre pays a connu une évolution politique extraordinaire, marquée entre autres choses par ces négociations à l'issue desquelles il faudra bâtir forcément un nouvel ordre institutionnel fondé sur la consolidation d'un Etat de droit, le règlement définitif du problème des déplacés de guerre et des réfugiés rwandais, ainsi que sur le partage du pouvoir dans les diverses structures de l'Etat rwandais, à savoir, le Gouvernement, l'Assemblée nationale, le pouvoir judiciaire.

Les négociations d'ARUSHA, c'est la suite logique des accords que le Gouvernement rwandais avait signés, bien antérieurement, à commencer par celui de N'SELE du 29 mars 1991, et de diverses rencontres tenues soit en Afrique, soit en Europe; en faisant cela, le Gouvernement rwandais a prouvé au monde sa volonté de terminer la guerre par voie de négociation, la seule voie civilisée ouverte.

Le Gouvernement actuel a le grand mérite d'avoir mené à bien ARUSHA I, II, III. En ce qui concerne ARUSHA IIIbis, les négociations ont été suspendues, d'un commun accord, comme vous le savez, puisqu'elles entraient dans un terrain pour lequel les consignes n'ont pas été parfaitement claires. Il fallait donc les clarifier à nouveau.



Il importe que le résultat des négociations, le document que l'équipe de négociation va ramener, soit un document porté par l'ensemble de la population du Rwanda.

Voilà pourquoi je ne puis que répéter que les négociations doivent être menées de telle sorte que le résultat rencontre l'approbation de la toute grande majorité de notre pays. Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit à ce sujet, ni à prouver davantage notre engagement inébranlable en faveur d'une conclusion heureuse et rapide de ces négociations, en faveur du retour à la paix, en faveur de la reprise du développement de notre pays.

Les questions qui devront également préoccuper dès maintenant l'esprit de la délégation de négociation, et du Gouvernement, ont trait à la chronologie de la réalisation des accords auxquels on aura abouti, ainsi qu'aux modalités de leur officialisation par l'Etat rwandais, ne serait-ce que pour le respect constitutionnel, et le caractère liant le pays entier. Ces deux questions sont importantes, voire essentielles pour le succès des négociations. Il faut que l'on y pense dès maintenant. Tout doit être fait pour que les négociations soient un succès total.

Notre vœu le plus cher est que le cap qu'est la période de transition soit caractérisé par le partage, la recherche des équilibres garantissant un avenir harmonieux et le refus des égoïsmes, source d'intolérance, de démagogie et d'exclusions.

Mon souhait est que cette pluralité des idées et des intérêts constitue un élément dynamique en faveur d'une société rwandaise désormais nouvelle à constituer et qui sera véhiculée à travers la volonté d'unité, la recherche de la paix, la sublimation des divisions, bref la quête du plus grand commun multiple qui désormais doit constituer le point de mire de la société rwandaise dépouillée des tares du passé et résolument orientée vers l'avenir, en toute confiance, en toute sérénité, et en toute liberté.

Chères étudiantes, chers étudiants,

Je me suis principalement penché aujourd'hui sur le devenir politique de notre Pays, car il constitue l'événement dans le sens plénier du terme, et vous concerne prioritairement, puisque c'est vous qui devrez assumer les responsabilités de l'avenir politique de notre pays.

Ne croyez cependant pas que j'ai volontairement omis d'évoquer vos problèmes au quotidien. Vous savez bien que le Gouvernement, conscient des problèmes majeurs qu'affrontent les parents pour la scolarisation de leurs enfants, a décidé de réduire le montant des inscriptions.

Cela prouve la constante préoccupation de nous tous qui avons la charge de diriger notre pays, pour vous faciliter la poursuite de vos études. Nous sommes conscients que ce n'est pas assez. Mais les problèmes divers qui se posent à l'Etat sont tels que malheureusement nous ne pouvons - et croyez-m'en que nous le regrettons profondément - faire beaucoup plus pour le moment. Mais soyez sûrs que nous restons conscients et soucieux de vos difficultés.



Mesdames, Messieurs les Professeurs et Chercheurs,  
Chères étudiantes, chers étudiants,

Les échéances qui nous attendent prochainement sont semées d'embûches. Elles nous interpellent pour que quiconque oeuvre à la consolidation de l'idéal de notre Université porte haut son flambeau de salut du peuple rwandais.

ILLUMINATIO ET SALUS POPULI - telle est la devise de l'Université Nationale du Rwanda. Donnez l'exemple. Contribuez tous à promouvoir la démocratie rwandaise par votre vie au quotidien, par vos recherches et par vos réflexions.

Cultivez en vous et en tous ceux qui vous fréquentent le respect de l'autre, la tolérance, la complémentarité, le compromis, le respect de la majorité, la sécurité de la minorité, la règle du jeu, autant de notions qui s'imposent en politique multipartite, et qui doivent, à tout prix, être désormais familières à tous les intervenants dans la vie politique de notre pays.

Puisse cette nouvelle perspective animer vos débats et vos comportements au cours de la présente année académique. Réalisée, elle sera pour vous tous, membres de la communauté de l'UNR, source d'épanouissement authentique et sujet d'espoir et de fierté pour le peuple rwandais.

Que cette année puisse voir la mise en place des institutions multipartites mettant fin à la transition, pour que le développement de notre pays puisse reprendre de plus belle, dans la paix, la réconciliation nationale, grâce à la nouvelle démocratie rwandaise.

En vous demandant de féliciter avec moi à nouveau les lauréats de ce jour et de leur souhaiter bon succès, je déclare ouverte l'année académique 1992-1993.

VIVE L'U.N. R.  
VIVE LA COOPERATION INTERNATIONALE  
VIVE VIVE LE RWANDA!